



**PRÉFET
DES BOUCHES-
DU-RHÔNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction de la Citoyenneté
de la Légimité et de l'Environnement**

**Bureau des Installations et Travaux Réglementés pour la
Protection des Milieux**

Affaire suivie par :

Tél: 04;84.35.42.72

Dossier 2022-264-URG

jean-luc.corongiu@bouches-du-rhone.gouv.fr

Marseille, le **26 SEP. 2022**

**Arrêté n°2022-264-URG fixant en urgence les mesures nécessaires
à prendre par les sociétés TRIADE ELECTRONIQUE et
MICRO ORANGE, situées sur le territoire de la commune
de Rousset, pour prévenir des dangers graves
et imminents pour la santé, la sécurité
publique ou l'environnement**

**Le Préfet de la région Provence-Alpes-Cote d'Azur
Préfet de la zone de défense et de sécurité Sud
Préfet des Bouches-du-Rhône**

VU le code de l'environnement et notamment ses articles L.511-1, L.512-20, R.512-69 ;

VU l'arrêté du 30 avril 2013 autorisant les sociétés TRIADE ELECTRONIQUE et MICRO ORANGE à exploiter conjointement et solidairement un centre de traitement de déchets d'équipements électriques et électroniques sis au 296 avenue Georges Vacher – ZI de Rousset – 13106 Rousset ;

VU le rapport de l'inspection des installations classées en date du 27 septembre 2022, faisant suite à l'incendie survenu le 24 septembre 2022 ;

CONSIDERANT que par arrêté du 30 avril 2013, les sociétés TRIADE ELECTRONIQUE et MICRO ORANGE ont été autorisées à exploiter un centre de traitement de déchets d'équipements électriques et électroniques situé sur la commune de Rousset ;

CONSIDERANT que suite à l'incendie survenu au sein du site le 24 septembre 2022 l'inspecteur de l'environnement a constaté, lors de sa visite des lieux du sinistre le 26 septembre 2022, que les eaux d'extinction incendie ne sont pas totalement confinées au sein du périmètre de l'installation et qu'elles peuvent donc notamment :

- s'infiltrer dans les sols et sous-sols,
- se rejeter dans l'Arc par l'intermédiaire de différents bassins et du réseau des eaux pluviales de la zone industrielle ;

CONSIDERANT que le rejet des eaux d'extinction peut donc être à l'origine d'une dispersion dans le milieu naturel de substances potentiellement polluantes pour les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement, au niveau des zones naturelles aux abords du réseau pluvial de la zone industrielle et au niveau de l'Arc ;

CONSIDERANT que les exploitants ont mis en œuvre, dès la constatation de l'absence de confinement des rétentions des eaux pluviales, des mesures de gestion (pompage des eaux de rétention puis obturation des canalisations des réseaux pluvial et industriel) qu'il convient de continuer, d'accélérer, et de compléter ;

.../...

CONSIDERANT qu'il convient, dès lors, de prescrire aux exploitants la mise en œuvre de diverses actions permettant le pompage rapide des eaux d'extinction, le rétablissement concomittant du confinement de la rétention défectueuse, le pompage des eaux d'extinction au plus près de leur déversement dans le milieu naturel au niveau du débouché du réseau des eaux pluviales de la zone industrielle ; afin d'éviter le rejet des eaux d'extinction incendie au milieu naturel ;

CONSIDERANT qu'il convient également de prescrire la réalisation d'un diagnostic des sols et de la portion aval de l'Arc afin d'évaluer précisément la consistance et l'étendue d'une éventuelle pollution, et à identifier les cibles potentielles ainsi que les voies de transfert ;

CONSIDERANT que sur la base de ce diagnostic, les exploitants doivent pouvoir présenter, le cas échéant, le suivi des travaux à réaliser pour aboutir à la maîtrise voire à la suppression de la pollution éventuelle ;

CONSIDERANT qu'en vertu de l'article L. 512-20 du code de l'environnement, le représentant de l'État peut prescrire, sans avis du CODERST en cas d'urgence, la réalisation des évaluations et la mise en œuvre des remèdes que rendent nécessaires soit les conséquences d'un accident ou accident survenu dans l'installation, soit tout autre danger ou inconvénient portant ou menaçant de porter atteinte aux intérêts de l'article L. 211-1 et L.511-1 du code de l'environnement ;

CONSIDERANT que dans ces conditions, il apparaît nécessaire conformément aux dispositions de l'article L.512-20 du code de l'environnement de prescrire immédiatement aux sociétés TRIADE ELECTRONIQUE et MICRO ORANGE la mise en œuvre de mesures conservatoires en vue de protéger les intérêts visés à l'article L.511-1 du Code de l'environnement ;

SUR proposition de Monsieur le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL).

ARRETE

Article 1 : Respect des prescriptions

Les sociétés TRIADE ELECTRONIQUE et MICRO ORANGE, dénommées « l'exploitant » ci-après, sont tenues de respecter les dispositions du présent arrêté pour leur site implanté 296 avenue Georges Vacher, 13790 Rousset.

Ces dispositions sont prises dans les délais prévus et sans préjudice des dispositions des arrêtés préfectoraux antérieurs, afin de limiter les impacts environnementaux et sanitaires de l'incendie du 24 septembre 2022.

Article 2 : Remise du rapport d'accident (R.512-69 du code de l'environnement)

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un rapport d'accident sous 15 jours à compter de la date de notification du présent arrêté qui précise les circonstances et la chronologie de l'évènement, les causes et les conséquences de l'accident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident similaire et pour en pallier les effets sur l'environnement et la santé des populations à moyen ou à long terme ainsi que les plans des différents réseaux.

Le rapport d'accident doit être complété et mis à jour au fur et à mesure des investigations réalisées et transmis à l'inspection des installations classées.

Article 3 : Arrêt de l'exploitation

L'exploitant cesse immédiatement toute réception de déchets d'équipements électriques et électroniques sur le site implanté au 297 avenue Georges Vacher 13106 ROUSSET jusqu'à la réparation de la rétention défectueuse (zone Ouest de l'installation, repère n°1 sur le plan en annexe), et la transmission par l'inspection des installations classées d'un rapport de vérification du bon état des équipements permettant le confinement des eaux d'extinction incendie.

Le seul traitement sur site des déchets issus de l'incendie reste autorisé.

Toute modification notable des conditions d'exploitation telles qu'autorisées par l'arrêté susvisé fera l'objet d'un porter à connaissance tel que prévu par le code de l'environnement.

Article 4 : Gestion des eaux

Les rétentions ou les zones concernées sont les suivantes (voir plan en annexe) :

- site TRIADE :
 - rétention Ouest : n°1,
 - rétention Sud : n°2,
- site POP EP :
 - terrain : n°3
- site PAREDES :
 - Rétention Ouest : n°4
- site ST MICROELECTRONICS :
 - vallon : n°5
 - rejet dans l'Arc : n°6.

Les dispositions du présent article sont à mettre en place dès notification du présent arrêté :

4.1 – Les eaux d'extinction retenues au niveau de la rétention défectueuse (zone Ouest de l'installation, repère n°1 sur le plan en annexe), et l'ensemble des bassins et retenues en aval du site jusqu'à l'Arc doivent être pompées dans un délai le plus court possible (moins de 48h). Elles sont traitées dans les filières autorisées.

Les opérations de pompage doivent préférentiellement suivre la priorisation suivante, même si des opérations se réaliseront concomitamment sur différentes zones :

Dans un premier temps :

- la rétention de la zone Ouest (repère n°1 sur le plan en annexe) sur le site de TRIADE Electronique,
- le bassin de rétention de la société PAREDES (repère n°4 sur le plan en annexe) situé le long de l'avenue de Villevieille,
- le vallon (repère n°5 sur le plan en annexe) entre la sortie du réseau des eaux pluviales de la zone industrielle et le portail donnant sur la rivière de l'Arc, sur le site de la société STMICROELECTRONIQUES. Le pompage sera rendu possible par l'obturation de la canalisation du réseau pluvial au niveau de l'installation de STMICROELECTRONIQUES. Celle-ci ne sera réalisée qu'en journée, sous une surveillance permanente, et en contact rapproché avec les moyens de pompage mis en œuvre par TRIADE Electronique.

Dans un second temps :

- la rétention Sud (repère n°2 sur le plan en annexe) sur le site de TRIADE Electronique,
- le terrain (repère n°3 sur le plan en annexe) situé derrière la rétention Ouest de la société TRIADE Electronique appartenant à la société SCI ROUSSET.

L'exploitant rend compte à l'inspection des installations classées des moyens de pompage effectivement mis en place pour chaque demi-journée.

4.2 – L’exploitant met immédiatement en œuvre des actions permettant d’améliorer le confinement de la rétention défectueuse (zone Ouest repère n°1 sur le plan annexe), notamment en confortant structurellement la zone fissurée, et informe l’inspection des installations classées de la réalisation des travaux.

4.3 – L’exploitant met immédiatement en œuvre des actions permettant d’améliorer le confinement des eaux d’extinction juste après leur fuite de la rétention défectueuse, au niveau de la parcelle mitoyenne de la société Pop Ep (terrain : n°3), et informe l’inspection des installations classées de la réalisation des travaux. Des dispositifs amovibles permettant la retenue des eaux au niveau du terrain naturel seront mises en œuvre, elles permettront un pompage des volumes retenus.

4.4 – L’exploitant isole immédiatement les réseaux pluvial et industriel au niveau de son installation, afin d’éviter tout transfert éventuel des eaux d’extinction par ces canalisations.

4.5 – Les eaux pompées au niveau des différentes zones de rétentions mentionnées au paragraphe 4.1 feront l’objet d’un prélèvement et d’une analyse, sous 48h.

Cette analyse portera, à minima, sur les paramètres suivants :

- une analyse semi-quantitative sur les métaux totaux y compris chrome total, chrome hexavalent, arsenic et composés, cadmium et ses composés, lithium et ses composés, mercure et ses composés, manganèse et ses composés, nickel et ses composés, fer et ses composés, plomb et ses composés, aluminium et ses composés, zinc et ses composés, cuivre et ses composés, étain et ses composés, brome et ses composés,
- une analyse sur les hydrocarbures totaux,
- une analyse des HAP,
- une analyse sur la somme des polybromobiphenyls et ses congénères,
- une analyse sur les retardateurs de flamme,

Au préalable, l’exploitant transmet la liste des paramètres qui seront recherchés pour information de l’inspection des installations classées.

4.6 – L’exploitant transmettra sous 15 jours à compter de la notification du présent arrêté un bilan quantitatif des flux d’eaux (quantité d’eau utilisée pour l’extinction de l’incendie, eaux pompées dans les différentes rétentions et zones), afin d’évaluer les quantités rejetées au milieu naturel. L’exploitant devra prendre en compte la pluviométrie durant la nuit du samedi 24 septembre au dimanche 25 septembre 2022.

Article 5 : Gestion des déchets liés au sinistre

Les dispositions sont à mettre en place dès notification du présent arrêté.

L’exploitant transmet au service de l’inspection des installations classées un programme d’évacuation des déchets issus de l’incendie dans des filières autorisées (certificat d’acceptation préalable).

L’exploitant tient à disposition de l’inspection la justification de cette élimination conforme.

Article 6 : Étude sur l’impact environnemental et sanitaire du sinistre

6.1 - Élaboration d’un plan de prélèvements

L’exploitant met en œuvre sous 48h à compter de la date de notification du présent arrêté un plan de prélèvements. Celui-ci est préalablement transmis à l’inspection des installations classées et à la police de l’eau.

Le plan de prélèvements (plan de surveillance environnementale) est défini sur des matrices pertinentes justifiées ; les matrices choisies tiennent compte de la ou des zones maximales d’impact et des cibles répertoriées. Ce plan prévoit également des prélèvements dans des zones estimées non impactées par le sinistre qui seront utilisées comme zones témoins (des témoins sont nécessaires pour toutes les matrices échantillonnées).

Le plan de prélèvement propose la justification de paramètres à analyser au regard des substances potentiellement rejetées dans l'environnement.

6.2 - Résultats et interprétation de la surveillance environnementale

Les résultats d'analyses des différents prélèvements sont interprétés selon la démarche d'interprétation de l'état des milieux (IEM) (méthodologie sites et sols pollués) en vue d'identifier une éventuelle contamination de l'environnement par les produits et matières dangereuses diffusées. Ainsi, l'état naturel de l'environnement (zones témoins) et les valeurs de gestion réglementaires en vigueur pour les eaux de boisson, les denrées alimentaires sont les références pour l'appréciation des risques et la gestion. En l'absence de valeurs de gestion réglementaires, une évaluation quantitative des risques sanitaires est réalisée.

Les références suivantes sont utilisées, en l'absence de données réglementaires plus récentes :

Milieux	Références
Sol	<ul style="list-style-type: none">- état initial de l'environnement, si l'information est disponible ou environnement témoin (témoins du plan d'échantillonnage),- fond géochimique naturel local
Eau	<ul style="list-style-type: none">➤ critères de potabilité des eaux (si usage pour eau potable)➤ critères de qualité des eaux brutes destinées à la production d'eau potable➤ NQE (Normes de qualité environnementale – Directive Cadre sur l'eau)
Denrées alimentaires	<ul style="list-style-type: none">• Destinées à l'homme : Règlement européen CE/1831/2003 modifié par celui du 2 décembre 2011 (1259/2011), complété par les recommandations du 23 août 2011 (pour les fruits et légumes)• Destinées à l'alimentation animale : règlement européen du 28 mars 2012

Les résultats et leur interprétation tels que décrits ci-dessus sont transmis à l'inspection des installations classées sous 30 jours à compter de la date de notification du présent arrêté.

En cas d'impact révélé par les mesures réalisées, l'exploitant élabore un plan de gestion des actions à engager en vue de supprimer les impacts sanitaires et environnementaux selon une méthodologie approuvée par un organisme agréé au titre de l'article L.211-5-1 du code de l'environnement et le transmet à l'inspection des installations classées.

Article 7 : Sanctions

En cas d'inexécution des dispositions du présent arrêté, indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, il sera fait application des mesures prévues à l'article L.171-8 du code de l'environnement.

Article 8 :

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 9 : Délais et voies de recours

Conformément à l'article L.514-6 du Code de l'Environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée devant le Tribunal administratif de Marseille, dans les délais prévus à l'article R.514-3-1 du même code par voie postale ou par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site : www.telerecours.fr

- par l'exploitant dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision lui a été notifiée,
- par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1 du même code dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de publication ou de l'affichage de cette décision.

Article 10 : Exécution

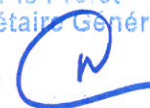
- Le Secrétaire Général de la Préfecture des Bouches-du-Rhône,
- Le Sous-Préfet d'Aix-en-Provence
- Le Maire de Rousset,
- Le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement,
- Le Directeur Départemental des territoires et de la Mer,
- Le Directeur de l'Agence Régionale de Santé,
- Le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours,

et toutes autorités de police et de gendarmerie, sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Marseille, le

26 SEP. 2022

Pour le Préfet
Le Secrétaire Général



Yvan CORDIER

Annexe de l'arrêté préfectoral de mesures d'urgence



Pour le Préfet
Le Secrétaire Général

26 SEP. 2022

VU POUR ÊTRE ANNEXÉ

A L'ARRÊTÉ N° 2022-264-VRG

DU

26 SEP. 2022

Yvan CORDIER

Site ST MICROELECTRONICS



Pour le Préfet
Le Secrétaire Général

26 SEP. 2022

VU POUR ÊTRE ANNEXÉ

A L'ARRÊTÉ N° 2022-269-URG

DU 26 SEP. 2022

Yvan CORDIER